**2019 – SUJET D’ÉCO/DROIT Antilles et Guyane – Partie Économie**

**À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe :**

1. Repérez les principales caractéristiques des populations touchées par le chômage en France métropolitaine.
2. Analysez l’évolution du taux de chômage en France, en Allemagne et dans l’ensemble des pays de l’Union européenne.
3. Relevez les différents moyens dont dispose l’État pour assurer une plus grande flexibilité du marché du travail.
4. Rédigez une argumentation qui permette de répondre à la question suivante :

**La flexibilisation du marché du travail permet-elle de lutter contre le chômage ?**

**Annexes :**

• Annexe 1 : Taux de chômage au sens du BIT (bureau international du travail) en France métropolitaine, en %.

* Annexe 2 : Taux de chômage dans l’Union européenne, en France et en Allemagne (en %).
* Annexe 3 : La réforme du marché du travail.
* Annexe 4 : Faut-il supprimer le Smic ?
* Annexe 5 : Le faux débat sur la « flexibilité de l’emploi ».

**ANNEXES**

**Annexe 1 : Taux de chômage au sens du BIT (bureau international du travail) en France métropolitaine, en %**.

*Données CVS (corrigées des variations saisonnières), en moyenne trimestrielle*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **En % de la population active** | **Variation en points sur un Trimestre** | **Variation en points sur un An** |
| **2017 (Trimestre 1)** |
| **Personnes au chômage**15–24 ans25–49 ans50 ans ou plus**Hommes**15–24 ans25-49 ans50 ans ou plus**Femmes**15-24 ans25-49 ans50 ans ou plus | **9,3**21,88,76,6**9,2**22,48,36,6**9,4**21,09,16,6 | **-0,1**0,9-0,3-0,3**0,0**1,0-0,1-0,1**-0,4**0,8-0,4-0,5 | **-0,5**-1,1-0,6-0,3**-0,8**-0,9-0,9-0,4**-0,4**-1,5-0,2-0,1 |

*Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus*

***Source : Insee, enquête emploi au deuxième trimestre 2017***

**Annexe 2 : Taux de chômage dans l'Union européenne, en France et en Allemagne (en %).**



***Source: Eurostat***

**Annexe 3 : La réforme du marché du travail.**

« Ce programme doit contribuer à la croissance économique, à la lutte contre le chômage et offrir de vraies sécurités à tous ». [...].Cinq grandes réformes pour :

1. Faire évoluer dès cet été notre droit du travail afin de prendre en compte la diversité des attentes des salariés et des besoins des entreprises.

2. Redonner de façon immédiate et visible du pouvoir d'achat aux salariés par la suppression des cotisations sociales sur l'assurance maladie et l'assurance chômage.

3. Renforcer le dispositif de formation professionnelle à travers un plan massif d'investissement pour les demandeurs d'emplois, les jeunes et les salariés dont les métiers sont appelés à évoluer rapidement.

4. Ouvrir l'assurance chômage aux démissionnaires et aux indépendants pour permettre à chaque Français de construire ou saisir une opportunité professionnelle sans craindre de perdre toute ressource financière.

5. Refonder l'apprentissage pour développer massivement l'offre des entreprises en direction des moins de 25 ans et lutter efficacement contre le chômage des jeunes.

***Source: www.gouvernement.fr/reforme-du-travail. Juin 2017***

**Annexe 4 : Faut-il supprimer le Smic ?**

[…] D’un côté, il s’agit d’un revenu pour les salariés concernés ; garantir un plancher à ce revenu, c’est soutenir la demande et donc l’activité et l’emploi. De l’autre, il s’agit d’un coût pour les entreprises, et il peut dissuader les employeurs de recruter des personnes faiblement qualifiées, de crainte qu’elles ne soient pas suffisamment productives. Ce décalage entre la faible productivité des salariés peu qualifiés et le niveau trop élevé de leur salaire est le principal argument qui justifie un impact négatif du Smic sur l’emploi. Il est très difficile de savoir quelle est l’ampleur de l’effet du Smic sur l’emploi. […] Notamment parce qu’on est incapable d’évaluer la productivité individuelle d’un salarié : les entreprises créent de la richesse en s’appuyant sur un collectif de travail, sans lequel même le salarié le plus méritant serait bien démuni. […] A l’inverse, une hausse du salaire minimum ne provoque pas mécaniquement des destructions d’emplois. […] Au-delà des jeunes, faire sauter le verrou du Smic ou en diminuer significativement le niveau pourrait sans doute être favorable à l’emploi des personnes les moins qualifiées. […] Pendant la crise, le Smic a servi de rempart contre un effondrement de la demande intérieure. Le baisser aujourd’hui fragiliserait la reprise, car les ménages modestes ont une forte propension à consommer : ils dépensent tout ce qu’ils gagnent. De plus, il n’est pas sûr que seuls les salariés payés au Smic subissent les effets d’une telle politique. Il est probable que l’ensemble de la pyramide des salaires sera tiré vers le bas et dans ce cas, les effets macroéconomiques négatifs d’une telle mesure seraient encore plus importants. […].

***Source : Laurent Jeanneau, 16/07/2015, www.alternatives-economiques.fr/social***

**Annexe 5 : Le faux débat sur la « flexibilité de l’emploi ».**

Le débat sur le lien entre la flexibilité du marché du travail et le niveau d’emploi est aujourd’hui obscurci. […]. L’idée consiste à avancer que la flexibilité augmente la vitesse d’ajustement de l’emploi à la demande. On assisterait donc à une plus grande rotation sur le marché du travail. […]. On ne trouve pas de véritables supports à l’hypothèse qu’une réglementation plus libérale du marché du travail conduit à plus de flexibilité salariale et à un ajustement plus rapide de l’emploi au niveau macroéconomique. […] Ce serait une erreur d’en déduire que la flexibilité pourrait être une source de création d’emploi. Il est juste d’imaginer que lorsque la demande et le carnet de commande croissent, alors l’emploi aussi, mais on oublie totalement la question des destructions d’emplois lors des phases de ralentissement ou de baisse de la demande.

***Source : Pascal de Lima, Économiste, enseignant à l’IEP de Paris.***

***Le Monde.fr Novembre 2015***